

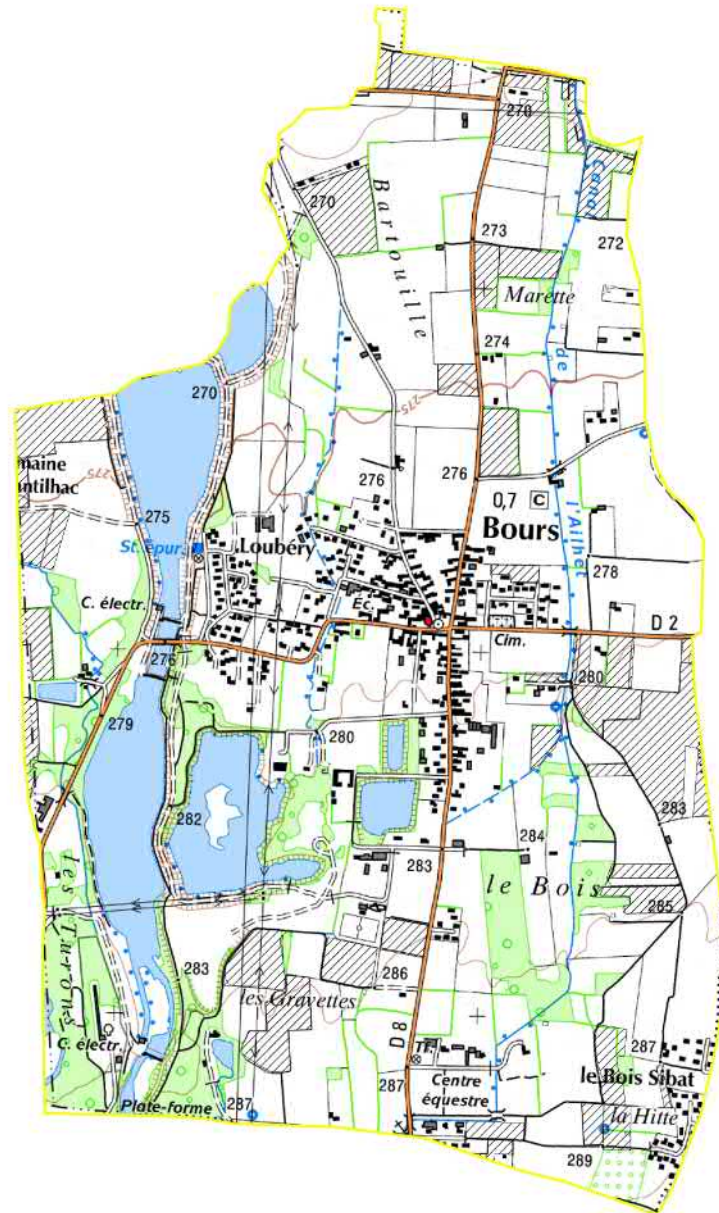


**CHAMBRE D'AGRICULTURE DES HAUTES-PYRENEES**  
**20, place du Foirail**  
**65917 TARBES cedex 9**  
**Tél. : 05 62 34 66 74**  
**Fax : 05 62 93 59 95**

## **- DIAGNOSTIC AGRICOLE -**

### **ANALYSE DES ENJEUX AGRICOLES SUR LA COMMUNE DE BOURS**

#### **DANS LE CADRE DE LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS ET DE SA TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL D'URBANISME**



**Septembre 2015 -**

## SOMMAIRE

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS .....	4
1.2 METHODOLOGIE .....	4
SITUATION DE LA COMMUNE.....	6
1.2.1. <i>Quelques chiffres</i> .....	6
1.2.2. <i>Occupation du sol</i> .....	7
<b>2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE COMMUNALE.....</b>	<b>8</b>
2.1 LES HOMMES.....	8
2.1.1. <i>Nombre d'agriculteurs et répartition</i> .....	8
2.1.2. <i>Statut des exploitants</i> .....	9
2.1.3. <i>Age des exploitants</i> .....	10
2.1.4. <i>Analyse des questions de reprise ou de succession</i> .....	11
2.2 LES PRODUCTIONS .....	12
2.2.1. <i>Les productions</i> .....	12
2.2.2. <i>Statut environnemental</i> .....	13
2.2.3. <i>Les bâtiments d'élevage</i> .....	14
2.2.4. <i>Les projets de bâtiments</i> .....	14
2.3 LES SURFACES.....	14
2.3.1. <i>Taille des exploitations</i> .....	14
2.3.2. <i>Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC</i> .....	16
2.3.3. <i>Utilisation des surfaces sur Bours</i> .....	16
<b>3 SYNTHESE : ATOUTS/FAIBLESSES - OPPORTUNITES/MENACES.....</b>	<b>18</b>
<b>4 AGRICULTURE ET TERRITOIRE COMMUNAL : QUELLE PLACE POUR L'AGRICULTURE SUR LE TERRITOIRE DE BOURS ?.....</b>	<b>20</b>
4.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTTE .....	20
4.2 LES AMENITES .....	20
4.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN.....	21

## **Sommaire des illustrations :**

<i>Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Bours.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs ».....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles.....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur Bours (avec déclaration PAC) .....</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 5 : Principales productions.....</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur la commune .....</i>	<i>14</i>
<i>Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur Bours) .....</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives) ..</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 10 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision.....</i>	<i>22</i>
<i>Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Bours.....</i>	<i>8</i>
<i>Figure 2 : Répartition des âges des exploitants .....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations .....</i>	<i>12</i>
<i>Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur Bours.....</i>	<i>16</i>

# 1 INTRODUCTION

## **1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS**

Dans le cadre de la révision de son Plan d'Occupation des Sols et de sa transformation en Plan Local d'Urbanisme, la commune de Bours a sollicité le concours de la Chambre d'Agriculture pour la réalisation d'un diagnostic de l'agriculture présente sur son territoire.

En effet, la commune souhaite disposer d'un état des lieux de l'activité agricole présente sur son territoire pour une meilleure gestion de l'urbanisme tout en tenant compte des exploitations agricoles en place.

L'analyse agricole doit donc permettre aux élus de mieux cerner les enjeux agricoles sur la commune afin de pouvoir fonder leurs choix et mesurer les impacts du futur zonage.

Le rôle de la Chambre d'Agriculture dans cette démarche de transformation du POS en PLU est de mettre à jour l'ensemble des données nécessaires pour définir les contraintes spatiales et/ou fonctionnelles des exploitations agricoles cultivant des terres sur la commune. Il ne s'agit en aucun cas de décider du zonage à retenir.

## **1.2 METHODOLOGIE**

La réalisation de ce diagnostic s'est appuyée essentiellement sur les données agricoles issues de la base de données de la Chambre d'Agriculture.

Afin de travailler avec les agriculteurs à l'enrichissement du diagnostic agricole, une réunion a eu lieu le mercredi 15 septembre 2015 en mairie de Bours. 4 agriculteurs ont participé à cette réunion. Cette réunion a permis de valider, de mettre à jour et de compléter les données de la Chambre d'Agriculture, issues de la base de données et préalablement synthétisées.

Une réunion de restitution auprès des agriculteurs et des élus de Bours sera organisée.

Cette enquête est exhaustive dans la mesure où les agriculteurs cultivant des terres sur la commune ont été inventoriés, quels que soient la taille et type de production des exploitations.

Les données transmises dans le présent rapport ne sont pas individualisées et nominatives afin de respecter la confidentialité des informations et l'anonymat.

Les données transmises dans le présent rapport sont de deux types :

- 1. Description dans le présent rapport, de l'activité agricole de la commune de Bours** à partir des données de la Chambre d'Agriculture et de la réunion du groupe de travail avec les agriculteurs.

## 2. Cartes

La représentation cartographique permet de visualiser l'état des lieux décrit dans le présent document en localisant notamment :

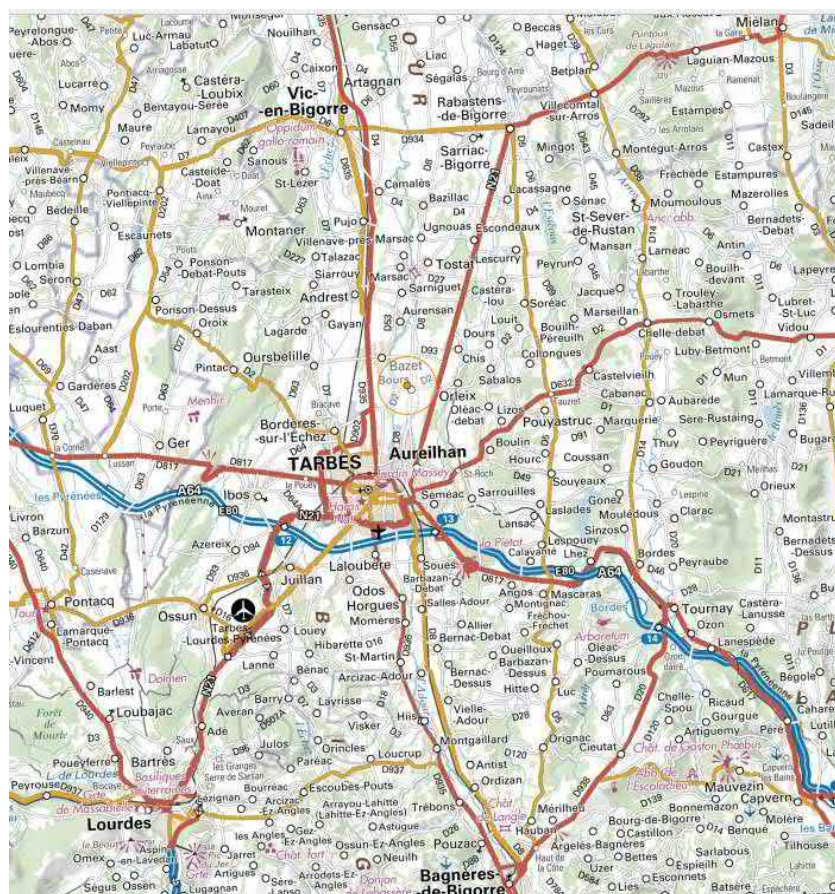
- Le mode d'occupation du sol sur le territoire communal,
- Chaque exploitation : les parcelles valorisées,
- La répartition du parcellaire selon l'âge des exploitants,
- Les systèmes de productions,
- Les bâtiments d'élevage et les périmètres de précaution ou « zones de risque pour la cohabitation avec les tiers »,
- Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC,
- Les cultures
- ...

## **SITUATION DE LA COMMUNE**

### **1.2.1. Quelques chiffres**

La commune de Bours se situe au sud de l'agglomération tarbaïse.

La commune fait partie de la communauté d'agglomération du Grand Tarbes et du Syndicat Mixte du SCOT TOL.



La superficie de la commune est de 472 ha.

La commune de Bours se situe au Nord de l'agglomération tarbaïse, dans la vallée de l'Adour. Elle est traversée par la RD 8 qui coupe le territoire communal selon un axe globalement nord-sud. La RD 93 limite la commune au nord.

Le territoire communal est traversé par :

- - l'Adour, dont le lit est particulièrement élargi suite à l'exploitation de gravières.
- Le canal de l'Ailhet, affluent en rive droite de l'Adour

Les habitants étaient au nombre de 782 au recensement de 2012 (source : INSEE, DGI).

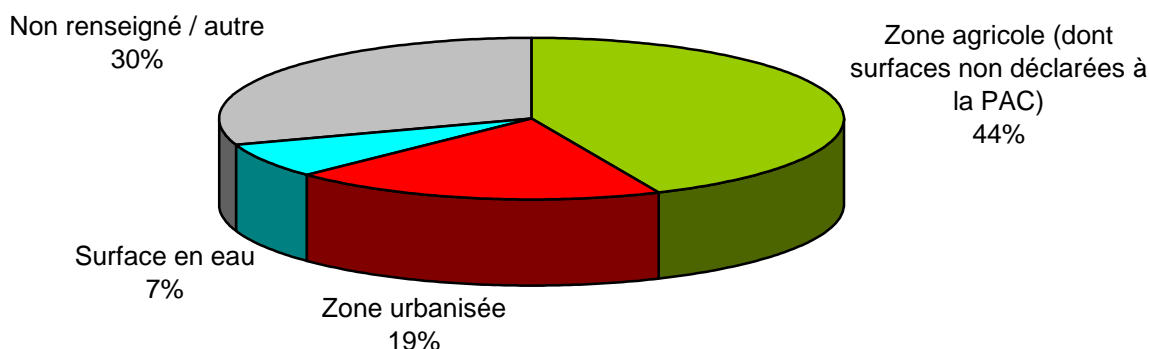


### 1.2.2. Occupation du sol

Les usages du sol répartis approximativement sur la commune de Bours sont les suivants, pour une surface totale de 874 ha (surfaces calculées par SIG).

Zone	Superficie (en ha)	%
Zone agricole (dont surfaces non déclarées à la PAC)	205	44
Zone urbanisée	91	19
Surface en eau	33	7
Non renseigné / autre	143	3
<b>Total</b>	<b>472</b>	<b>100</b>

*Surfaces calculées par SIG*



#### **Carte n°1** : Occupation du sol

L'urbanisation occupe 91 ha soit 19 % de la superficie totale de la commune.

Le territoire communal est dominé par l'agriculture. Les surfaces valorisées par l'activité agricole sont estimées à 205 ha soit 44 % de la superficie totale de la commune.

Les surfaces agricoles prises en compte dans le calcul correspondent :

- aux surfaces déclarées à la PAC par les agriculteurs,
- des surfaces valorisées aujourd'hui par l'agriculture mais qui ont vocation à être urbanisées dans le POS actuel,
- à de petites surfaces valorisées par des agriculteurs mais non déclarées à la PAC,
- aux surfaces entretenues par des particuliers (chevaux, ...).

## 2 CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'AGRICULTURE COMMUNALE

Dans cette partie, nous prendrons en compte trois dimensions :

- les Hommes,
- les productions,
- les surfaces.

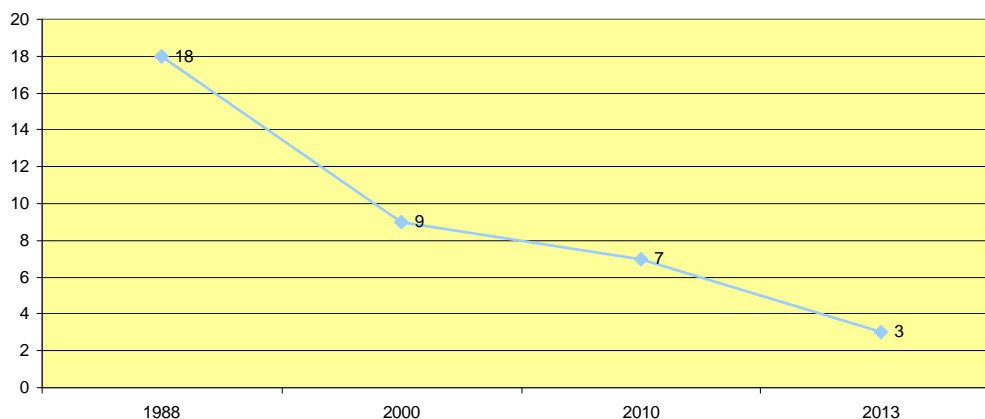
### 2.1 LES HOMMES

#### 2.1.1. Nombre d'agriculteurs et répartition

Les surfaces déclarées à la PAC et localisées sur la commune de Bours représentent une superficie de 203ha (enquête Chambre d'Agriculture 2015). **Ces chiffres ne tiennent pas compte de terres non déclarées à la PAC** sur la commune de Bours.

En 2015, 4 exploitations ont leur siège d'exploitation sur la commune de Bours (résultat enquête groupe de travail). En 2010, elles étaient 7, en 2000, 9 et en 1988, 18 (données du Recensement Agricole de 2000 - AGRESTE, 2010), soit une diminution de 50 % du nombre total d'exploitations ayant leur siège sur la commune en 15 ans.

**Figure 1 : Evolution du nombre d'agriculteurs ayant leur siège sur Bours**



A ces 3 exploitations s'ajoutent 14 autres exploitations qui valorisent des terres sur Bours et qui proviennent de communes voisines (on les dénommera « agriculteurs extérieurs »).

Le tableau ci-dessous montre que 24 % des surfaces valorisées par l'agriculture sur Bours (soit 50 ha environ) sont exploitées par des agriculteurs extérieurs (terres déclarées à la PAC).



**Tableau 1 : Caractéristiques générales de l'activité agricole sur Bours**

Nombre d'exploitations ayant leur siège sur Bours	Nombre d'exploitations extérieures utilisant des terres sur Bours	Nombre total d'exploitations	Surface déclarée à la PAC en 2013 (ha)	Estimation surface valorisée par les agriculteurs extérieurs (ha)	% surface exploitée par des agriculteurs extérieurs
3	14	17 (exploitations recensées lors de l'enquête)	203 ha	49	24 % (49 ha sur 203 ha de terres déclarées à la PAC sur Bours)

Surfaces calculées par SIG.

## Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »

**Tableau 2 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »**

Commune de provenance	Nombre d'exploitations concernées	SAU sur Bours (ha)
ANDREST	2	11.89
AUREILHAN	1	1.3
BORDERES / ECHEZ	2	1.75
CHIS	1	2.02
LUC	1	1.05
MARSAC	1	5.58
ORLEIX	3	9.85
OURSBELILLE	2	14.87
PEYRUN	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>49.31</b>

Surfaces calculées par SIG.

La **Carte n°3** permet de localiser géographiquement les communes de provenance des agriculteurs extérieurs.

### 2.1.2. Statut des exploitants

Sur les 30 exploitations valorisant des terres sur la commune, la majorité sont exploitants à titre exclusif (70 %), 9 exploitants ont été recensés comme pluri-actifs (agriculteurs ayant également autre une activité rémunérée que l'agriculture) et 2 exploitants sont retraités agricoles.

**Tableau 3 : Statut des exploitants agricoles**

Statut	Nombre d'exploitants concernés	% Nombre d'exploitants concernés	Nombre d'exploitants ayant leur siège sur Bours concernés
Exploitant à titre exclusif	8	47.5	2
Exploitant à titre secondaire	8	47.5	0
Exploitants retraités	1	5	1
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>100</b>	<b>3</b>

### 2.1.3. Age des exploitants

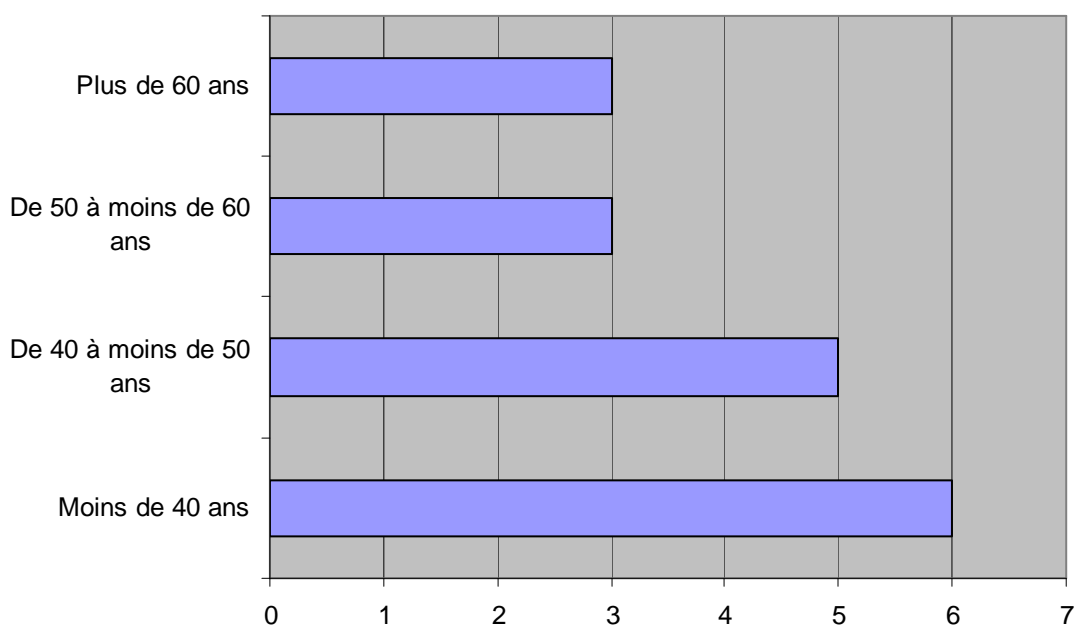
Le tableau ci-après reprend par classe d'âge, le nombre d'exploitation. La **Carte n°4** caractérise les surfaces exploitées en fonction des tranches d'âge.

**L'analyse porte sur les exploitations avec des surfaces déclarées à la PAC.**

**Tableau 4 : Age des exploitants travaillant des surfaces sur Bours (avec déclaration PAC)**

Tranche d'âge	Nombre	%	SAU sur Bours	% SAU
Moins de 40 ans	6	35,3	26,08	11,8
De 40 à moins de 50 ans	5	29,4	166,9	75,5
De 50 à moins de 60 ans	3	17,6	21,34	9,7
Plus de 60 ans	3	17,6	6,76	3,1
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>100</b>	<b>221,08</b>	<b>100</b>

**Figure 2 : Répartition des âges des exploitants**

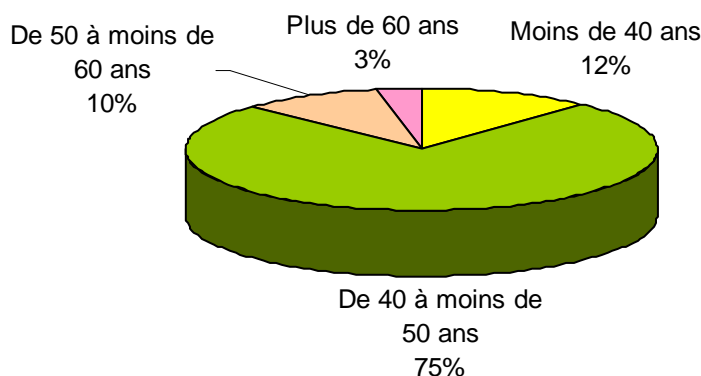


3 exploitations sont dirigées par un exploitant agricole âgé de 60 ans ou plus.

Le renouvellement des générations est particulièrement bien assuré par 30 % des chefs d'exploitations.

On note que seulement moins de 20 % des exploitants ont moins de 50 ans. La question de la reprise/succession se pose pour plus de 50% des exploitants.

**Figure 3 : Répartition des surfaces déclarées sur Bours en fonction de l'âge de l'exploitant**



**Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants**

La carte permet de visualiser la situation actuelle au regard de l'âge des exploitants. Les couleurs sur les parcelles représentent la tranche d'âge des agriculteurs concernés.

#### **2.1.4. Analyse des questions de reprise ou de succession**

**(Cf. Carte n°4 : Caractérisation des îlots en fonction de l'âge des exploitants)**

Pour les 7 exploitants ayant moins de 60 ans (18 %), les questions de reprise ou de succession ne se posent pas encore (**21.34 ha sur Bours**). En effet, compte tenu du rallongement de la durée de cotisation suite à la réforme des retraites, on ne peut plus fixer l'âge de la retraite à 60 ans. On ne peut donc plus prévoir les départs seulement à partir de la date de naissance des exploitants.

**Parmi les exploitations travaillant des surfaces sur Bours, 3 exploitants agricole au moins ont été recensés comme ayant plus de 60 ans. Une reprise ou une suite doit donc être envisagée dans les 10 ans à venir. Cela concerne une surface totale de 6.76 ha environ sur le territoire communal.**

**Remarque : une exploitation sans successeur ne signifie pas pour autant que les terres soient « libres » à court terme, puisque celles-ci peuvent être reprises par un jeune en installation ou par des exploitants voisins.**

## 2.2 LES PRODUCTIONS

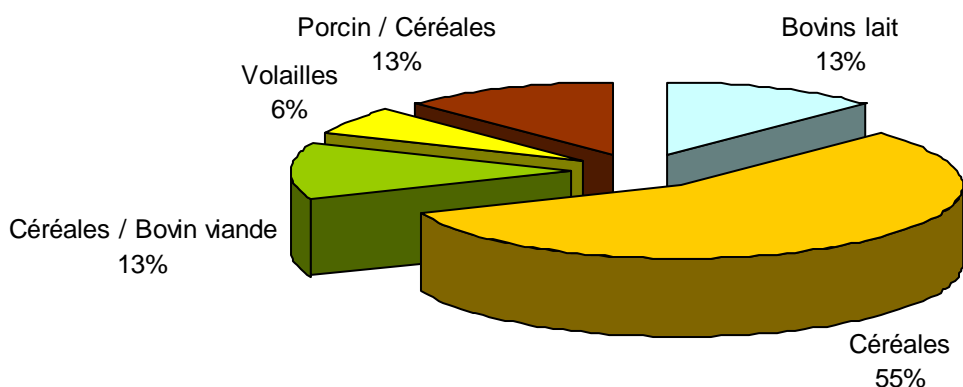
### 2.2.1. Les productions

En ce qui concerne les productions des exploitations, on notera la répartition suivante :

**Tableau 5 : Principales productions**

Nature de la production principale	Nombre d'exploitations	%	SAU valorisée sur Bours	%
Bovins lait	2	11,8	6.76	3,3
Céréales	9	52,9	11.69	5,8
Céréales / Bovin viande	2	11,8	160.27	78,9
Volailles	1	5,9	14.67	7,2
Porcin / Céréales	2	11,8	9.84	4,8
<b>TOTAL</b>	<b>17</b>	<b>100,0</b>	<b>467.98</b>	<b>100,0</b>

**Figure 3 : Répartition des types de productions en fonction du nombre d'exploitations**



**Les surfaces agricoles de Bours sont majoritairement mises en valeur par la culture de céréales et l'élevage (bovins viande, bovins lait). Ces productions qui aujourd'hui valorisent correctement les surfaces qui leur sont consacrées, sont fortement dépendantes des aides PAC.**

**Deux exploitations présentes sur le territoire communal mettent en place des cultures légumières.**

## 2.2.2. Statut environnemental

Les exploitations d'élevages sont soumises à une réglementation stricte en fonction des effectifs adultes présents. Elles sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), règlement qui fixe certaines règles de fonctionnement. **A partir d'une certaine taille, certaines exploitations sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)** qui va renforcer :

- ✓ les dispositions concernant l'implantation et l'aménagement des bâtiments d'élevage et de leurs annexes (silos d'ensilage, ouvrages de stockage des effluents, salles de traite),
- ✓ les règles d'exploitation.

**Sur la commune de Bours, aucune exploitation d'élevage n'est soumise au régime ICPE.**

Les exploitations d'élevage sont soumises au Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

### 2.2.2.1 Le Règlement sanitaire départemental

Il s'applique à tous les élevages inférieurs aux seuils présentés en **Annexe n°1** et aux activités d'élevage non prises en compte.

Dans les Hautes-Pyrénées, ce règlement date du 8 octobre 1980.

- Tout écoulement de purin sur la voie publique, dans les caniveaux de rue, ou dans les cours d'eau, sources, mares ... est interdit.
- Les fosses doivent être étanches et ne pas déborder. Il n'y a pas de contrainte de dimensionnement.
- Les dépôts de fumier aux champs sont acceptés, mais ils doivent être situés à plus de 35 mètres des voies publiques, des établissements publics et des habitations.

Cf. **Annexe n°1** : Nomenclature des établissements d'élevage - Règles de distance et **partie Bâtiments d'élevage**.

### 2.2.3. Les bâtiments d'élevage

La **Carte n°6** permettent de localiser les bâtiments d'élevage présents sur la commune.

### 2.2.4. Les projets de bâtiments

Aucun projet de construction ou d'extension de bâtiment existant n'a été recensé sur le territoire de la commune lors de la réunion avec les agriculteurs.

## 2.3 LES SURFACES

### 2.3.1. Taille des exploitations

**Tableau 6 : Surface agricole des exploitations ayant leur siège sur la commune**

Surface agricole moyenne (en ha) des exploitations <sup>1</sup>			
Données RGA		Diagnostic Agricole CA65 (surfaces calculées par SIG) sur la base de 18 exploitations avec siège sur Bours	
1988	2000	2011	2013
12.72	26.22	31.7	73.71

La surface moyenne des 3 exploitations (ayant leur siège sur Bours avec une déclaration PAC) enquêtées est de 73 ha environ (2013). Ces chiffres ne prennent pas en compte les exploitations dont les surfaces n'ont pu être renseignées.

Cette moyenne est une donnée habituellement présentée qui ne représente pas grand chose sur la commune de Bours. En effet, le nombre d'exploitation y atteint une valeur plancher (3) avec trois exploitations très différentes, l'une conduite par un exploitant retraité, une autre basée sur un atelier hors sol de volaille et enfin

<sup>1</sup> Les surfaces renseignées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.

une troisième basé sur un système grande culture bovin viande, demandant bien lus de surfaces pour fonctionner.

Sur le département, cette surface était de 27,3 ha en 2000 (source RGA 2000, sans prendre en compte les exploitations de moins de 5 ha de SAU).

La **Carte n°5** permet de localiser les terres déclarées à la PAC sur la commune de Bours.

**Tableau 7 : Taille des exploitations enquêtées (siège sur Bours)**

	< 10 ha	10 à 20 ha	> 55 ha	Total	
Nombre d'exploitation / tranche de SAU	1	1	1	3	
% / total des exploitations	33	33	33	100	<b>SAU moyenne</b>
SAU totale des exploitations de chaque tranche (en ha)	3.47	15.02	202.64		<b>74</b>
% / SAU totale	16	37	47	100	

La **Carte n°2** présente la répartition des îlots agricoles de chaque exploitant enquêté.



### 2.3.2. Les surfaces utilisées non déclarées à la PAC

Environ 25 hectares de terres sont valorisés par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune ou les agriculteurs « extérieurs » sans être déclarées à la PAC (surfaces non déclarées par l'exploitant, non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, ...).

### 2.3.3. Utilisation des surfaces sur Bours

#### **Carte n°8** : Les cultures

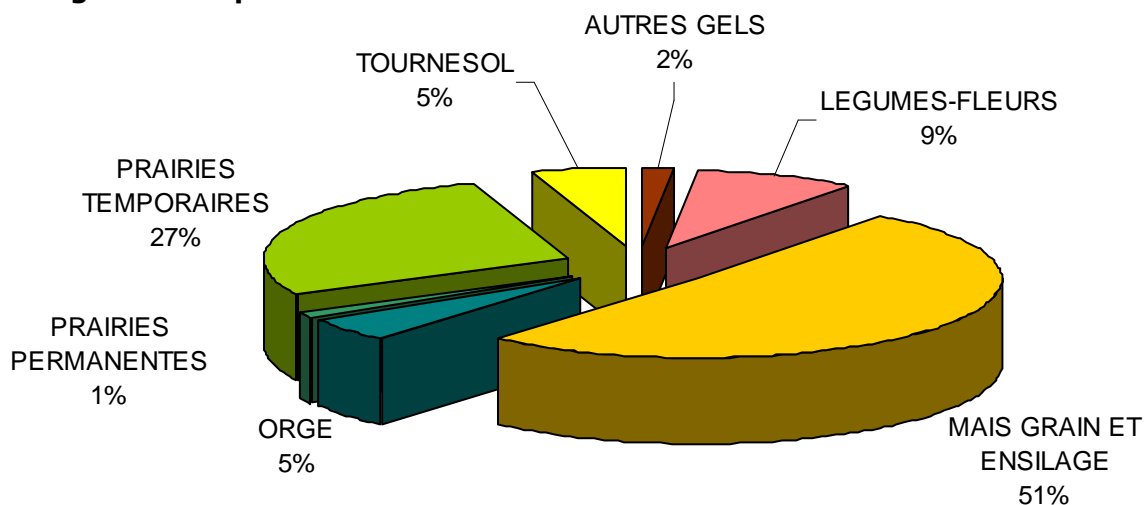
La répartition des surfaces exploitées par les agriculteurs, sur Bours, est la suivante :

**Tableau 8 : Caractérisation des surfaces (PAC 2013 – Données non exhaustives)**

Culture	SAU sur Bours (ha)	% SAU sur Bours (ha)
Autres gels	2,88	1,7
Légumes-fleurs	14,75	8,6
Mais grain et ensilage	87,54	51,2
Orge	8,53	5,0
Prairies permanentes	1,92	1,1
Prairies temporaires	46,67	27,3
Tournesol	8,7	5,1
<b>TOTAL</b>	<b>171</b>	<b>100,0</b>

Calcul SIG à partir des informations cartographiques récoltées auprès des agriculteurs.

**Figure 4 : Répartition de l'utilisation des surfaces sur Bours**



**Sur la période 1988-2000, la SAU moyenne augmente (multipliée par 2). Sur cette même période, le nombre d'exploitations diminue. L'agrandissement, quand il est possible est la condition d'adaptation prioritaire pour les exploitations.**

**Plus de 60 % des surfaces travaillées sur la commune de Bours sont en cultures (maïs majoritairement). Il est important de noter que la diversification de l'assolement introduite dans le cadre de la politique agricole commune va modifier cette prédominance du maïs. Cela ne sera mesurable qu'à partir de 2016.**

**Sur Bours, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible (estimée à 40 % environ). Face à la définition de zones à urbaniser sur les surfaces en fermage, les exploitants agricoles n'ont aucune maîtrise foncière, qui dépend du propriétaire. Le risque de diminution de la surface agricole pénalise les exploitations.**

### 3 SYNTHÈSE : Atouts/Faiblesses Opportunités/Menaces

Atouts	Faiblesses
<p>Une agriculture encore très présente dans un contexte périurbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 exploitations avec le siège d'exploitation situé sur le territoire de la commune valorisant 177 ha environ sur Bours et 221 ha au total (plus de 80 % de la SAU située sur Bours),</li> <li>- plus de 14 exploitations « extérieures » valorisant 50 ha environ sur Bours.</li> </ul> <p>44 % du territoire de la commune de Bours est valorisé aujourd'hui par l'agriculture (Cf. <b>Carte n°1</b>).</p> <p>Les agriculteurs de moins de 40 ans représentent 30% des exploitants travaillant des surfaces sur la commune.</p> <p>Variété des systèmes de production : céréales, volailles, bovins viande, bovins lait, ovins, porcins.</p> <p>Un potentiel de vente à proximité : maraîchage, circuits courts et de proximité, vente directe à la ferme, ...</p> <p>Une agriculture atout pour le cadre de vie des habitants de la commune et des futurs résidents.</p> <p>Présence de fossés avec une servitude d'eau pour l'irrigation (intérêt économique pour les exploitations).</p>	<p>Baisse du nombre d'actifs agricoles avec un faible nombre d'exploitant ayant leur siège d'exploitation sur Bours (3 exploitants).</p> <p>Vieillessement des exploitants agricoles.</p> <p>18 ha (dont 7 travaillés non déclarés) aujourd'hui valorisés par l'agriculture, situées en zone urbanisable du POS (Cf. <b>Carte n°10</b>).</p> <p>Faible maîtrise foncière par les agriculteurs (estimée à 40 % de la SAU totale environ) Précarité de la détention du foncier.</p> <p>Parcellaire morcelé et dispersé.</p>

Opportunités	Menaces
<p>Maîtriser le développement urbain lors de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).</p> <p>Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que la commune affirme la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.</p> <p>Assurer la sécurité foncière sur le long terme : maintien des surfaces agricoles et des possibilités pratiques de les valoriser y compris pour l'identité de la commune.</p> <p>Conserver une production agricole sur les communes situées à proximité de Tarbes.</p> <p>En matière de développement agricole, l'agriculture présente sur Bours peut s'appuyer sur un potentiel de vente de proximité.</p> <p>Mettre à profit les restructurations du tissu agricole (cessations) pour permettre de conforter les autres exploitations.</p> <p>Prise en compte de l'existence de fossés d'irrigation et de drainage dans les définition de l'aménagement des futures zones d'urbanisation (orientation d'aménagement par exemple) et/ou lors de l'instruction des permis de construire</p>	<p>Une pression foncière sur les espaces agricoles avec un étalement urbain (futures zones d'urbanisation du POS actuel) qui a engendré une précarité de l'outil de travail des agriculteurs en place au cours des dernières années).</p> <p>Une extension des zones constructibles au sein des zones à urbaniser du POS actuel : plus de 11 ha de terres aujourd'hui valorisées par l'agriculture sont situées en zones 1NA (pour de l'urbanisation future du POS actuel) (Cf. <b><u>Carte n°10</u></b>).</p>

## 4 Agriculture et territoire communal : quelle place pour l'agriculture sur le territoire de Bours ?

### 4.1 UNE ACTIVITE CONTRAINTE

La pression urbaine contraint l'activité agricole deux manières :

- une spéculation sur le prix du foncier : la valeur de la terre ne s'établit pas par rapport à sa valorisation agricole mais par rapport à sa valorisation foncière potentielle dans le cadre d'un programme d'urbanisation.
- une exploitation des terres rendue techniquement difficile par le phénomène de mitage de ces zones : les exploitants doivent traverser des voies de grande circulation avec des équipements lourds.

Les choix faits en matière de destination des sols dans les documents d'urbanisme sont autant de déterminants contraignants pour l'activité agricole. Les zones dont la destination est « à urbaniser à destination d'habitat ou d'activités » sont composées à plus de 20% de surfaces agricoles déclarées.

**Ces calculs tiennent compte des surfaces non déclarées pourtant valorisées par l'activité agricole**

D'autres études de territoire conduite par la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées (Action Agricole Leader Vallée des Gaves notamment) nous permettent d'affirmer que les surfaces agricoles travaillées non déclarées sont sur-représentées dans les zonages ouvert à l'urbanisation ou à une urbanisation future.

**Sur Bours, la maîtrise foncière par les agriculteurs est faible.** Sur le département des Hautes-Pyrénées, 40 % en moyenne du foncier agricole est la propriété des exploitants.

### 4.2 LES AMENITES

Quel que soit le contexte, l'âge des exploitants, leurs statuts, leur production, les espaces utilisés et exploités par l'agriculture ont d'abord une valeur économique en tant que support de l'activité d'entreprises agricoles.

Cependant, les espaces agricoles représentent également une valeur d'« aménité » en tant que paysages structurant le cadre de vie. Ceci est d'autant plus vrai que les exploitations peuvent exercer plusieurs rôles (c'est la « multifonctionnalité » de l'agriculture).

Ainsi, Plusieurs enjeux peuvent être identifiés :

- L'agriculture périurbaine participe à organiser la ville et à lutter contre l'étalement urbain non maîtrisé ;

- Elle rend la ville plus attractive et participe à la qualité de vie des citoyens en proposant des « aménités vertes », puisque les exploitations sont, outre des espaces de production, des lieux d'éveil (visites d'exploitations) et les espaces agricoles offrent à proximité de la ville des lieux d'évasion (promenades pédestres, ...) ;
- Elle participe à l'économie locale par le dynamisme de ses exploitations et de sa filière agro-alimentaire ;
- Elle favorise la cohésion sociale et contribue à l'identité locale ;
- **Elle valorise les déchets urbains avec notamment l'épandage agricole des boues de station d'épuration ;**
- **Les zones agricoles peuvent servir d'interface entre urbanisation et zones naturelles en limitant les risques d'inondation en constituant un bassin d'expansion pour les crues ;**

L'agriculture participe ainsi pleinement au cadre de vie de la commune.

#### **4.3 UNE ACTIVITE AGRICOLE TRES PRESENTE DANS UN CONTEXTE PERIURBAIN**

L'activité agricole est très présente, sur le territoire communal

En effet, le présent rapport montre que l'agriculture valorise aujourd'hui environ 480 ha de terres déclarées à la PAC et que 25 hectares environ de terres sont valorisés par les agriculteurs sans être déclarées à la PAC (non maîtrise du foncier, volonté des propriétaires, usage précaire, ...). Ainsi, environ 59 % du territoire communal est aujourd'hui valorisé par l'agriculture. La majorité des terres valorisées par l'agriculture sur le territoire communal sont exploitées par des agriculteurs ayant leur siège sur la commune et par des agriculteurs ayant entre 40 et 50 ans (Cf. Carte n°4).

L'utilisation diverse des surfaces agricoles de la commune renvoie à la diversité de systèmes de production mais aussi au potentiel agronomique et à l'irrigation.

Pour l'agriculture, l'enjeu consiste à ce que la commune affirme la vocation agricole des zones agricoles dans le PLU, avec une vision intercommunale (SCOT) pour la préservation des espaces agricoles cohérents.

**Les systèmes agricoles dominants sur la commune sont très sensibles à la précarité foncière et aux emprises des futures zones d'urbanisation. Au-delà de l'existant, toute nouvelle forme d'agriculture ne se développera qu'avec une maîtrise et une stabilité foncière.**

**Tableau 9 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision**

<b>Zonage du POS actuel (en révision)</b>	<b>Surface totale de la zone concernée (en ha - calcul SIG)</b>	<b>SAU déclarée à la PAC (en ha - calcul SIG)</b>	<b>% SAU/ Surface totale de la zone considérée</b>
Zone de type U	26.95	0.83	3%
Zone de type AU (Auc)	60.39	11	18%
Zone de type A	283.42	188	66%
Zone de type N	102.4	4.3	4.2%
<b>TOTAL</b>	<b>473.16</b>	<b>204</b>	

**Carte n°11** : la carte permet de caractériser les surfaces agricoles déclarées à la PAC par rapport au zonage du POS actuel en au cours de révision (les surfaces non déclarées à la PAC ne sont pas prises en compte dans le calcul).

Les **Cartes n°8, n°9, n°10, n°11 et n°12** reprennent les éléments agricoles essentiels à prendre en compte dans la réflexion de l'aménagement de la commune.

➔ Limiter la consommation d'espace pour l'urbanisation et empêcher la dispersion des constructions et des zones constructibles sur tout le territoire et particulièrement pour les espaces agricoles non encore urbanisés à ce jour (zones NA du POS actuel),

➔ Veiller à ne pas enclaver les parcelles agricoles situées à l'arrière des zones d'urbanisation future.

➔ Ne pas déstructurer les espaces agricoles qui concentrent des parcelles par le mitage ou des coupures.

**Aussi, compte tenu des évolutions réglementaires, la gestion économe du foncier déclinée dans la loi Grenelle 2 (loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010) et dans la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (LMAP) (loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010), passe par la préservation de l'espace agricole en fixant des limites définitives à l'urbanisation.**



# ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

**Carte 1 : Occupation du sol**

**Carte 2 et 2bis : Les exploitations**

**Carte 3 : Communes de provenance des agriculteurs « extérieurs »**

**Carte 4 : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants**

**Carte 5 : Surface agricole déclarée à la PAC**

**Carte 6 : Les bâtiments agricoles**

**Carte 7 : Les bâtiments d'élevage**

**Carte 8 : Les cultures**

**Carte 9 : Les secteurs irrigués**

**Carte 10 : Les surfaces PAC dans le zonage du POS en révision**

**Carte 11 : Agriculture (îlots PAC) et zones urbanisables au POS actuel**

**Carte 12 : Cohérence de l'espace agricole sur le territoire communal et à l'échelle supra-communale**

# ANNEXES

## **ANNEXE N°1 :**

### **Nomenclature des établissements d'élevage Règles de distance dans le cadre du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) Règles de distances pour les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) bovins, porcs et volailles**



janvier 2007

## REGLEMENTATIONS « ENVIRONNEMENT ET RISQUES » APPLICABLES SELON LES ACTIVITES

TYPE D'ELEVAGE	Règlement sanitaire départemental	Installations classées	
		Déclaration	Autorisation
Ovins, caprins, équins	quel que soit l'effectif		
Vaches allaitantes (ou mixtes si moins de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 99 vaches	à partir de 100 vaches	
Vaches laitières (ou mixtes si plus de 300 000 kg de lait/an)	jusqu'à 49 vaches	de 50 à 100 vaches	plus de 100 vaches
Bovins à l'engrais, veaux de boucherie	jusqu'à 49 animaux en présence simultanée	de 50 à 400 animaux en présence simultanée	plus de 400 animaux en présence simultanée
Volailles	jusqu'à 4999 animaux équivalents (2) en présence simultanée	de 5 000 à 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)	plus de 30 000 animaux équivalents (2) en présence simultanée (concerne aussi les gibiers à plumes)
Lapins	jusqu'à 2999 animaux sevrés en présence simultanée	de 3000 à 20 000 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 20 000 animaux sevrés en présence simultanée
Porcs en bâtiments	jusqu'à 49 animaux équivalents(1) en présence simultanée	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Porcs en plein air	pas mentionnés en tant que tels par le RSD, voir règles générales d'hygiène publique	de 50 à 450 animaux équivalents (1) en présence simultanée	plus de 450 animaux-équivalents (1) en présence simultanée
Sangliers		en stabulation ou en plein air dans un enclos de moins de 20ha	
Chiens	jusqu'à 9 animaux sevrés en présence simultanée	de 10 à 50 animaux sevrés en présence simultanée	plus de 50 animaux sevrés en présence simultanée
Carnassiers à fourrure	jusqu'à 99 animaux en présence simultanée	de 100 à 2000 animaux en présence simultanée	plus de 2000 animaux en présence simultanée
Etablissements de présentation de faune sauvage (hors vente)			tous effectifs

Piscicultures d'eau douce	En dessous de 20 tonnes de capacité de production, relèvent de la police de l'eau, et de la nomenclature associée, et non des législations RSD ou ICPE	capacité de production supérieure à 20 tonnes/an
---------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------

### **(1) équivalences porcs**

*porcs à l'engrais, jeunes femelles avant la première saillie, animaux en élevage de multiplication ou sélection : 1*

*truies et verrats : 3*

*porcelets sevrés de moins de 30 kg : 0,2*

### **(2) équivalences volailles et gibier à plumes**

*caille : 0,125*

*pigeon, perdrix : 0,25*

*coquelet : 0,75*

*poulet léger : 0,85*

*poule, poulet standard, poulet label, poulet biologique, poulette, poule pondeuse, poule reproductrice, faisan, pintade, canard colvert : 1*

*poulet lourd : 1,15*

*canard à rôti, canard prêt à gaver, canard reproducteur : 2*

*dinde légère : 2,20*

*dinde médium, dinde reproductrice, oie : 3*

*dinde lourde : 3,50*

*palmipèdes gras en gavage : 7*

## **REGLES DE DISTANCES DANS LE CADRE DU REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL DES HAUTES PYRENEES**

Le RSD date de 1980, les arrêtés préfectoraux transcrivant les textes ultérieurs (1983-1984) n'ont jamais été pris dans le département.

### **Distances d'implantation des bâtiments et installations**

#### **locaux hébergeant des animaux**

##### distances aux habitations

porcs sur lisier 100m

##### distances aux cours d'eau et points d'eau

pas de distances, sauf vis-à-vis des captages

#### **autres installations**

##### *stockages de déjections*

35m des puits ; éloignement des habitations de 35m pour les fumières non étanches, 5m pour les autres

## Distances pour l'épandage

### **Distances aux habitations**

Aucune règle, sauf pour les purins (à épandre « loin des habitations »), et pour les lisiers de porcs, pour lesquels la distance de base est de 200m.

### **Distances aux cours d'eau**

35 mètres pour le lisier de porcs, aucune règle pour le reste

**Attention**, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles du RSD : voir zones vulnérables, conditionnalité PAC (bandes enherbées)...

## REGLES DE DISTANCES POUR LES ICPE BOVINS, PORCS ET VOLAILLES

**Textes en vigueur depuis 2005.**

### Distances d'implantation des bâtiments et installations

Distance minimum entre l'installation d'élevage et les habitations et locaux occupés par des tiers, les zones urbanisées des documents d'urbanisme

Règle de base 100m.

Possibilités de dérogation par arrêté préfectoral dans certaines situations et pour certains ouvrages (notamment en cas d'extension ou de regroupement d'installations existantes, ou en zone montagne...)

Distance minimum aux cours d'eau et points d'eau (hors captages)

Règle de base 35m (pas de dérogations)

(200m des baignades, 500m des piscicultures)

## Distances pour l'épandage

### Distance aux habitations

Distance de base 50m (possibilité de réduction à 10m pour le compost, à 15m pour les liquides faisant l'objet d'un enfouissement immédiat)

### Distance aux cours d'eau

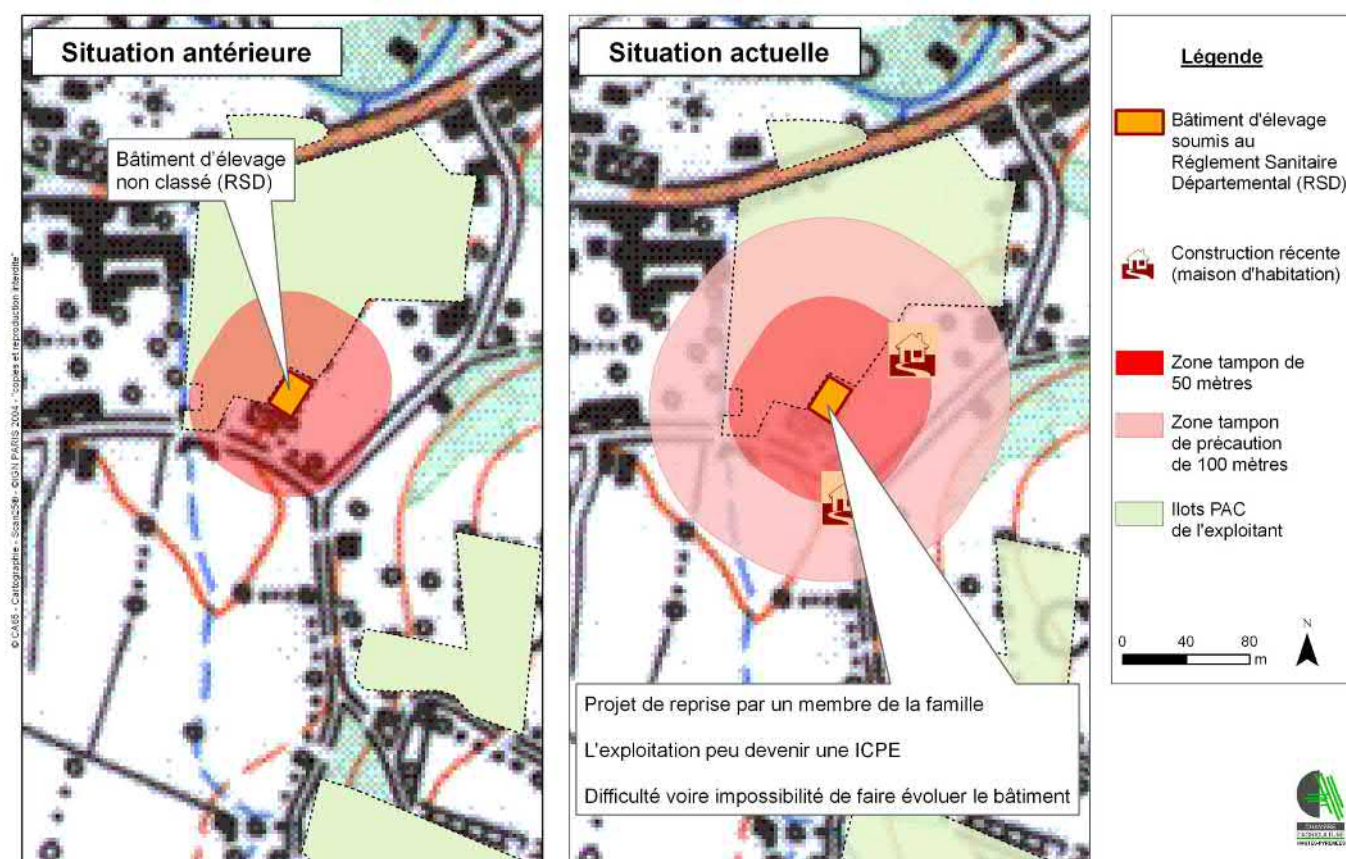
Distance de base 35m (réduction à 10 mètres si bande enherbée ou boisée permanente et ne recevant aucun intrant)

**Attention**, sur ces points il peut y avoir d'autres règles que celles des ICPE: voir zones vulnérables...

## ANNEXE N°2 :

### Rapprochement du voisinage Protection des sites d'exploitation (bâtiments d'élevage)

A titre d'exemple





## Précisions de termes et expressions employés

### **PAC** : Politique Agricole Commune

Politique commune de l'Union Européenne mise en place en 1962 dont les objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture, d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, de stabiliser les marchés, de garantir la sécurité des approvisionnements, d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs, de respecter l'environnement et de favoriser le développement rural.

### **RGA** : Recensement Général Agricole

Réalisé tous les 10 ans, il vise à déterminer les caractéristiques sociales et techniques de la profession agricole.

### **RSD** : Règlement Sanitaire Départemental

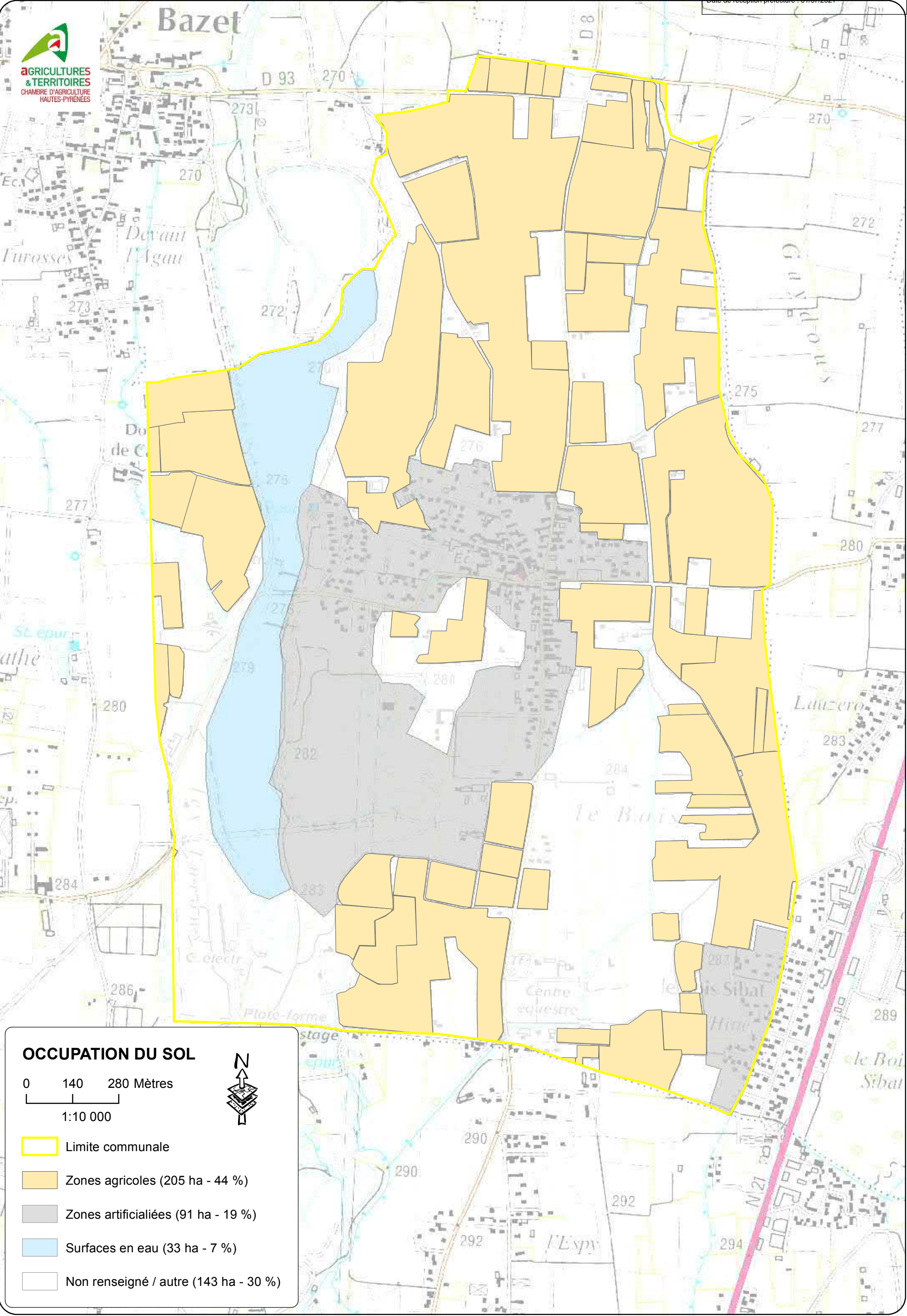
Dispositions applicables aux activités agricoles dont l'objectif principal est la protection du voisinage de ces activités ainsi que de la ressource en eau.

### **SAU** : Surface Agricole Utile

Ensemble des terres potentiellement utilisables par l'agriculteur comprenant les terres labourables, y compris les jachères, les surfaces consacrées aux cultures maraîchères et florales, les prairies permanentes et les surfaces en pépinières, plantations et cultures pérennes (hors bois et forêt).

Carte 1 - Bours : Occupation du sol

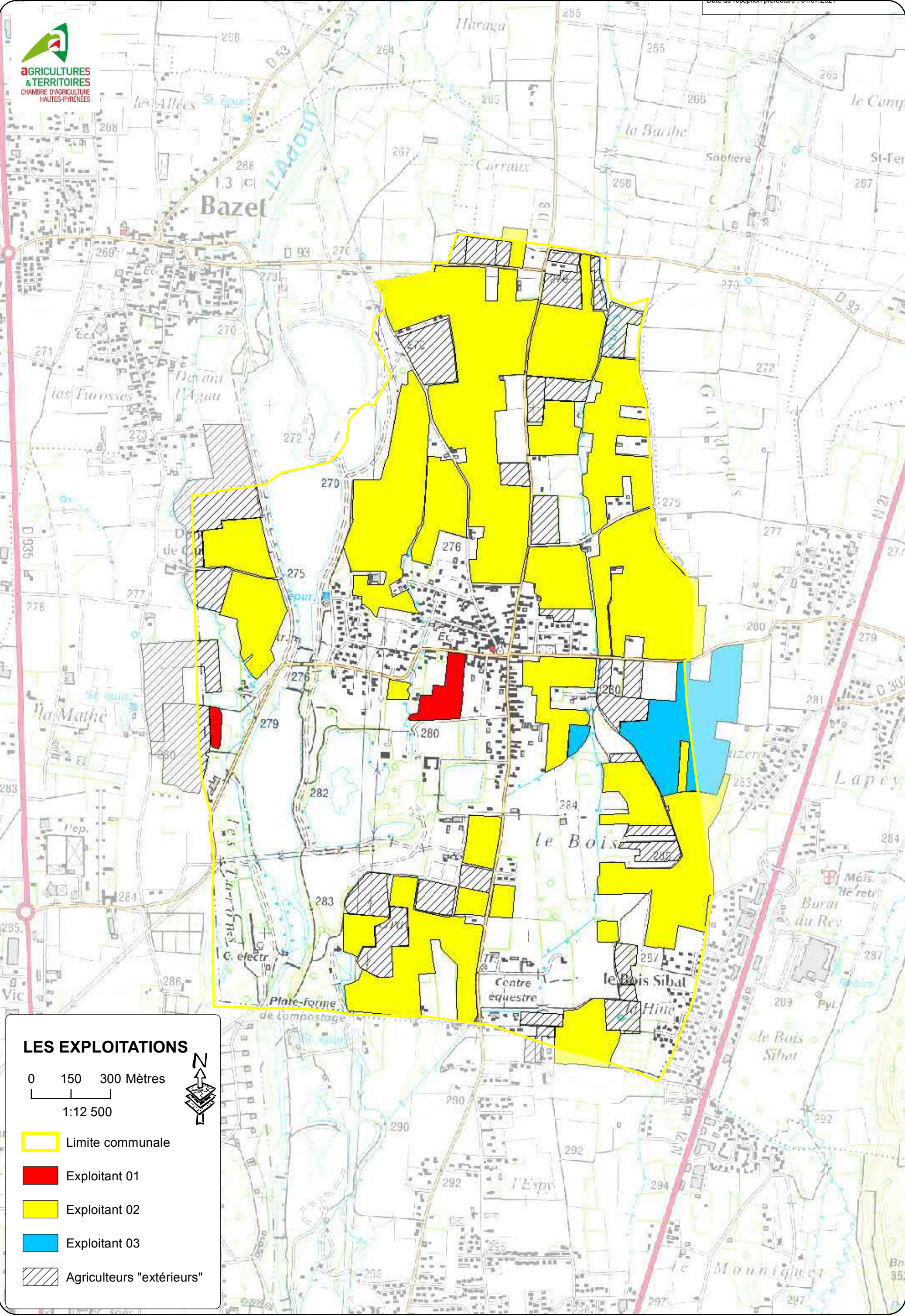
Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20210630-CC30062021\_03a-AU  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021





Carte 2 - Bours : Les exploitations

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20210630-CC30062021\_03a-AU  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



LES EXPLOITATIONS

0 150 300 Mètres  
1:12 500

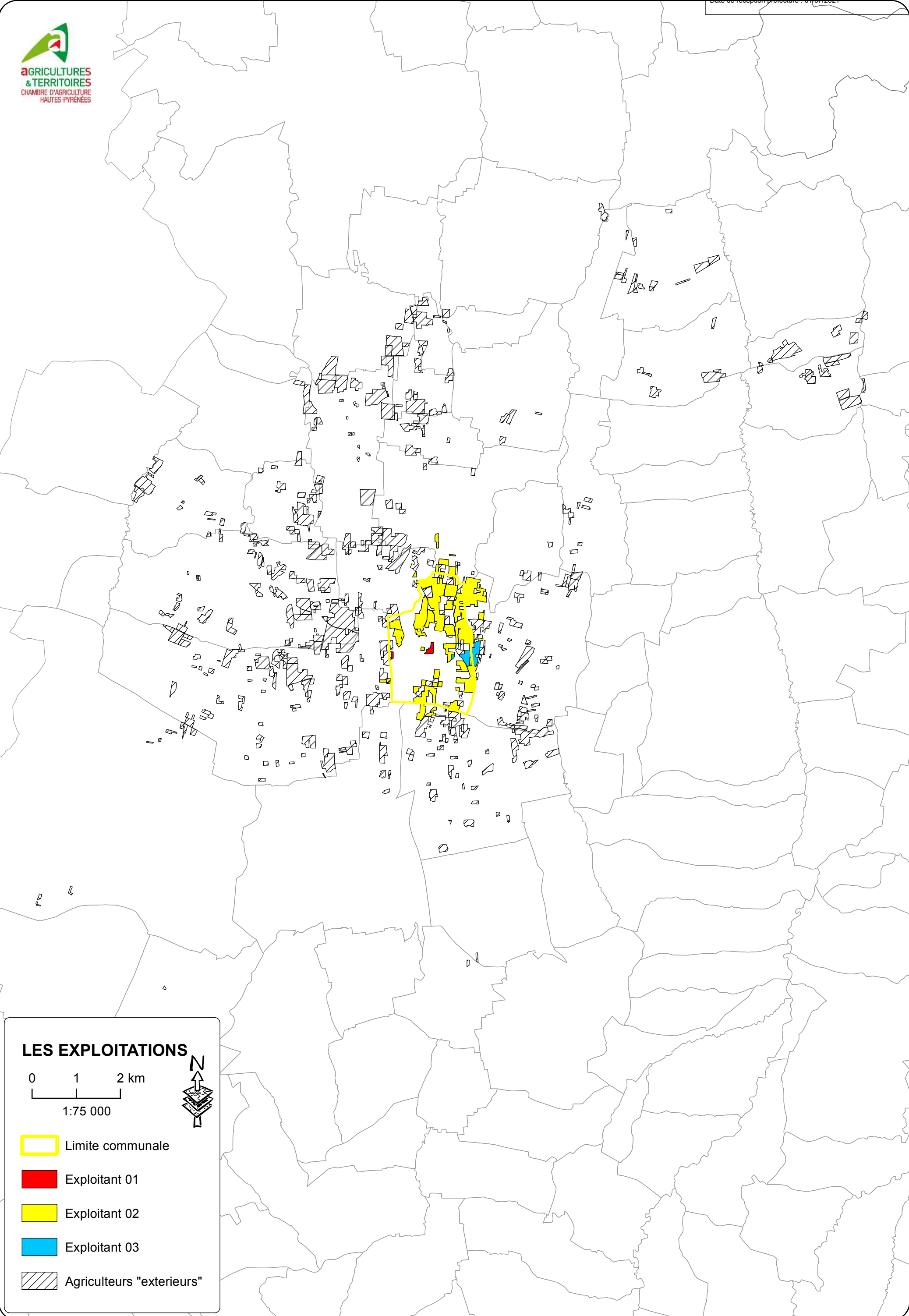


- Limite communale
- Exploitant 01
- Exploitant 02
- Exploitant 03
- Agriculteurs "extérieurs"



Carte 2bis - Bours : Les exploitations

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20210630-CC30062021\_03a-AU  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



LES EXPLOITATIONS

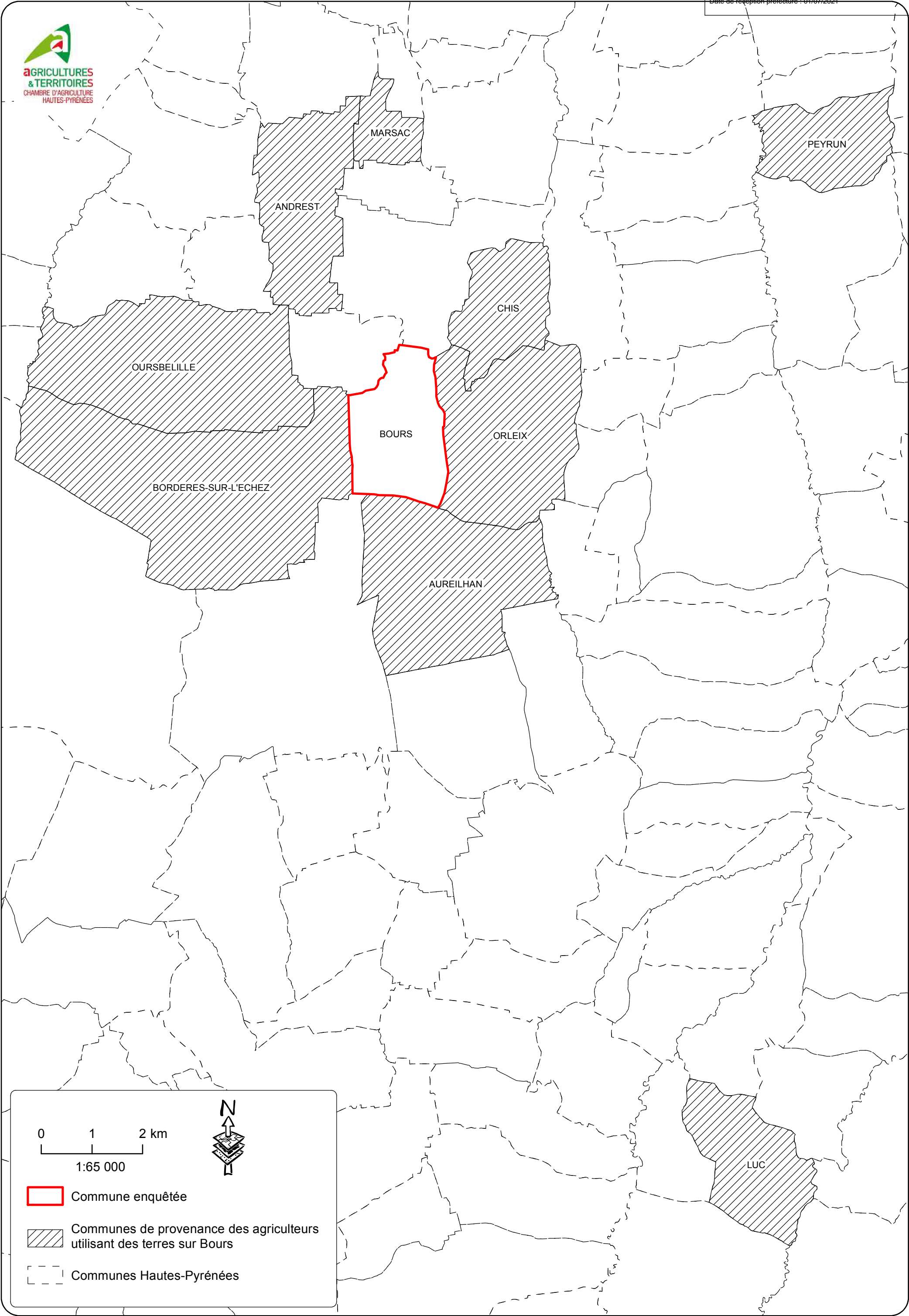
0 1 2 km  
1:75 000



- Limite communale
- Exploitant 01
- Exploitant 02
- Exploitant 03
- Agriculteurs "exterieurs"

Carte 3 - Bours : Communes de provenance des agriculteurs "extérieurs"

Accusé de réception en préfecture  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



0 1 2 km

1:65 000



Commune enquêtée



Communes de provenance des agriculteurs  
utilisant des terres sur Bours

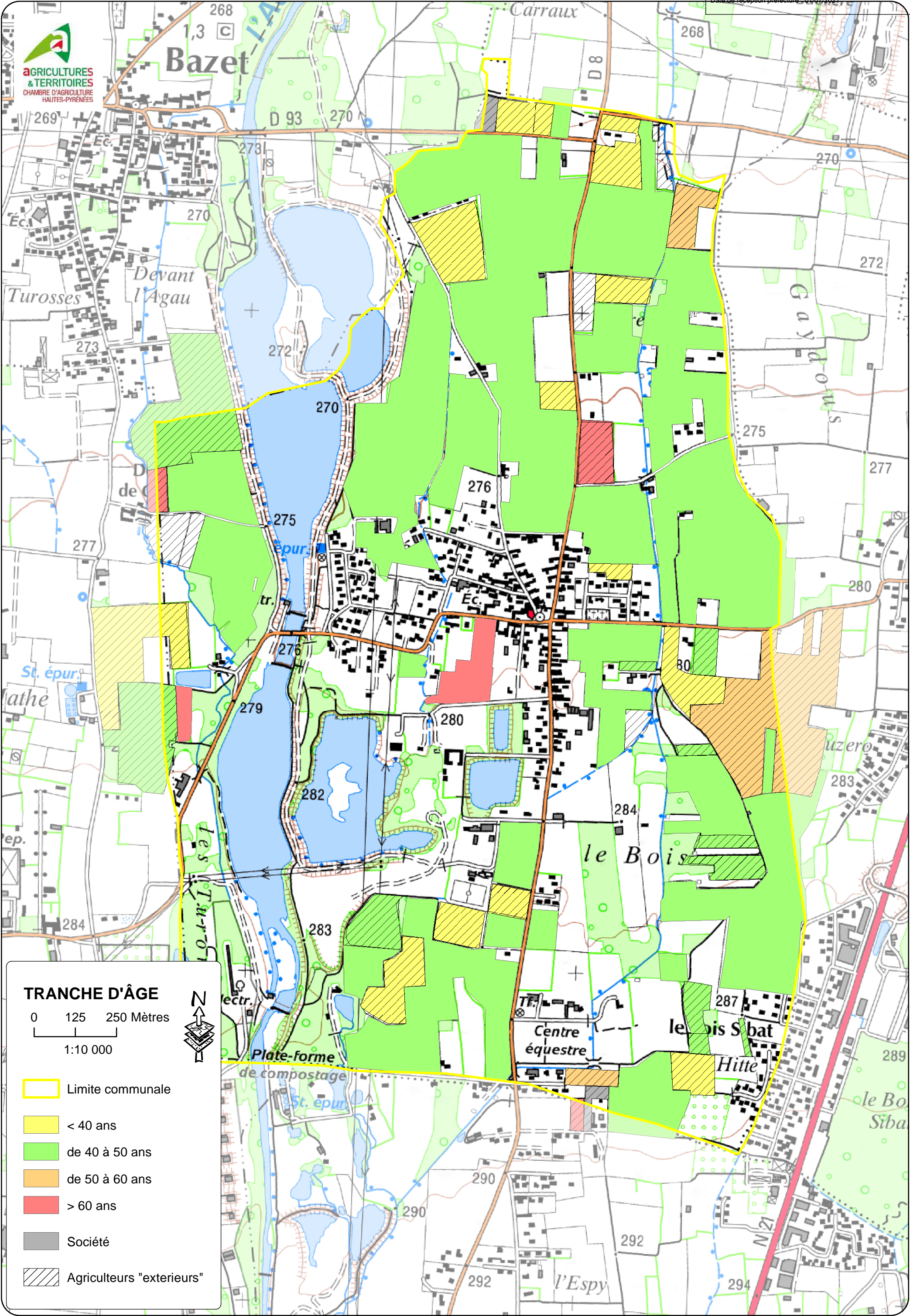


Communes Hautes-Pyrénées



Carte 4 - Bours : Caractérisation des îlots PAC en fonction de l'âge des exploitants

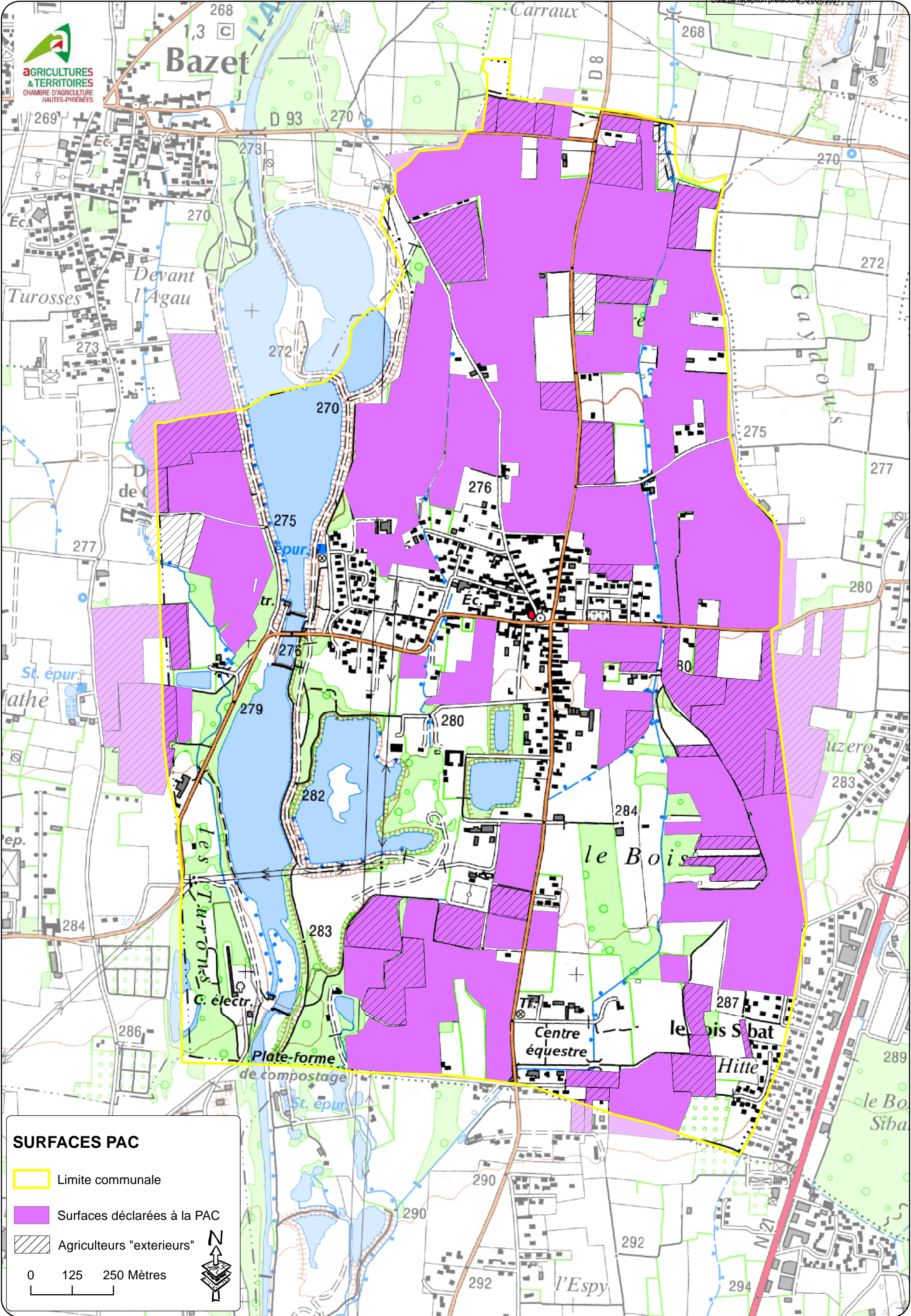
Accusé de réception en préfecture  
N° 2021-0330  
Date de transmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



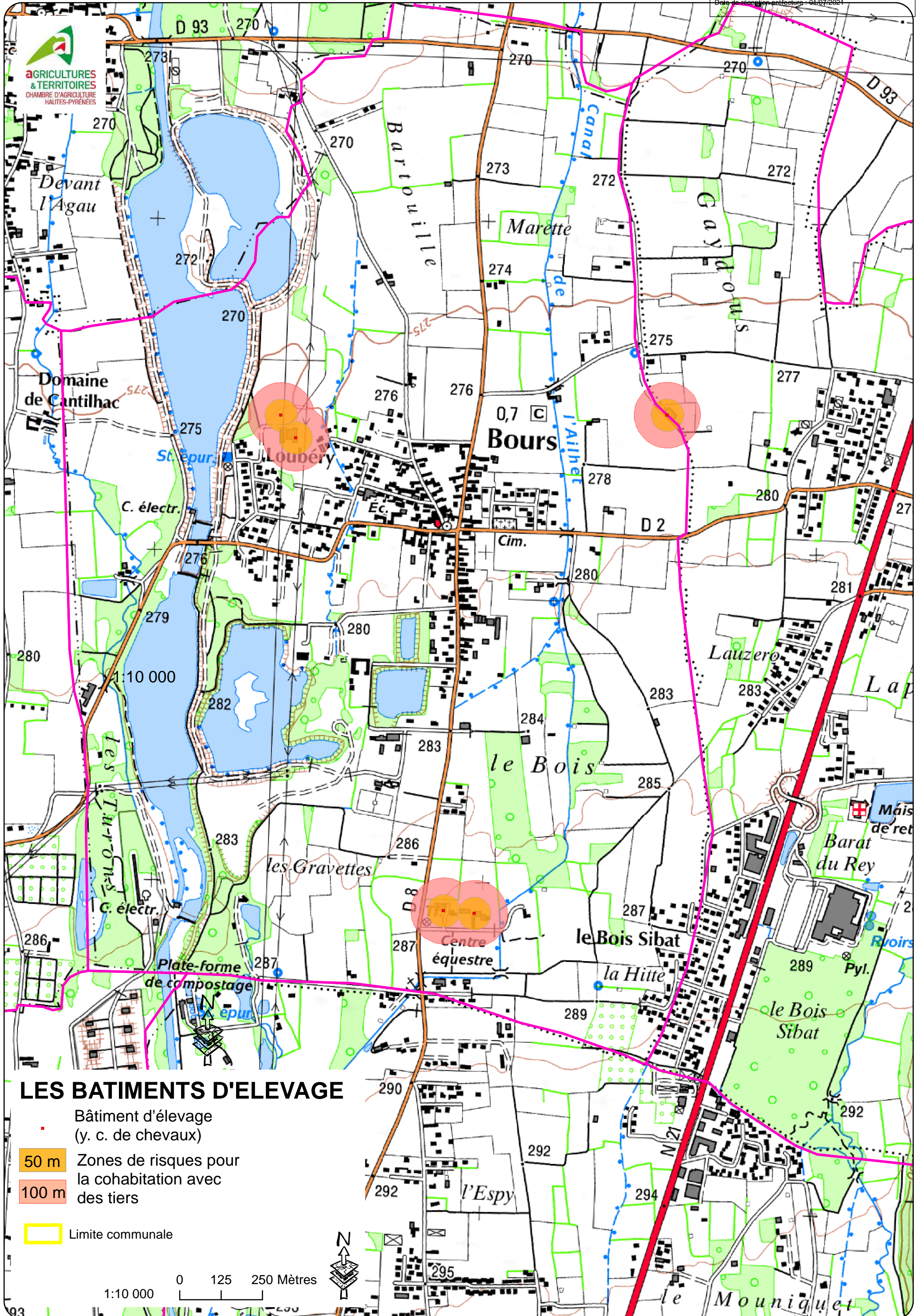


Carte 5 - Bours : Surfaces déclarées à la PAC

Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20210630-CC30062021\_03a-AU  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



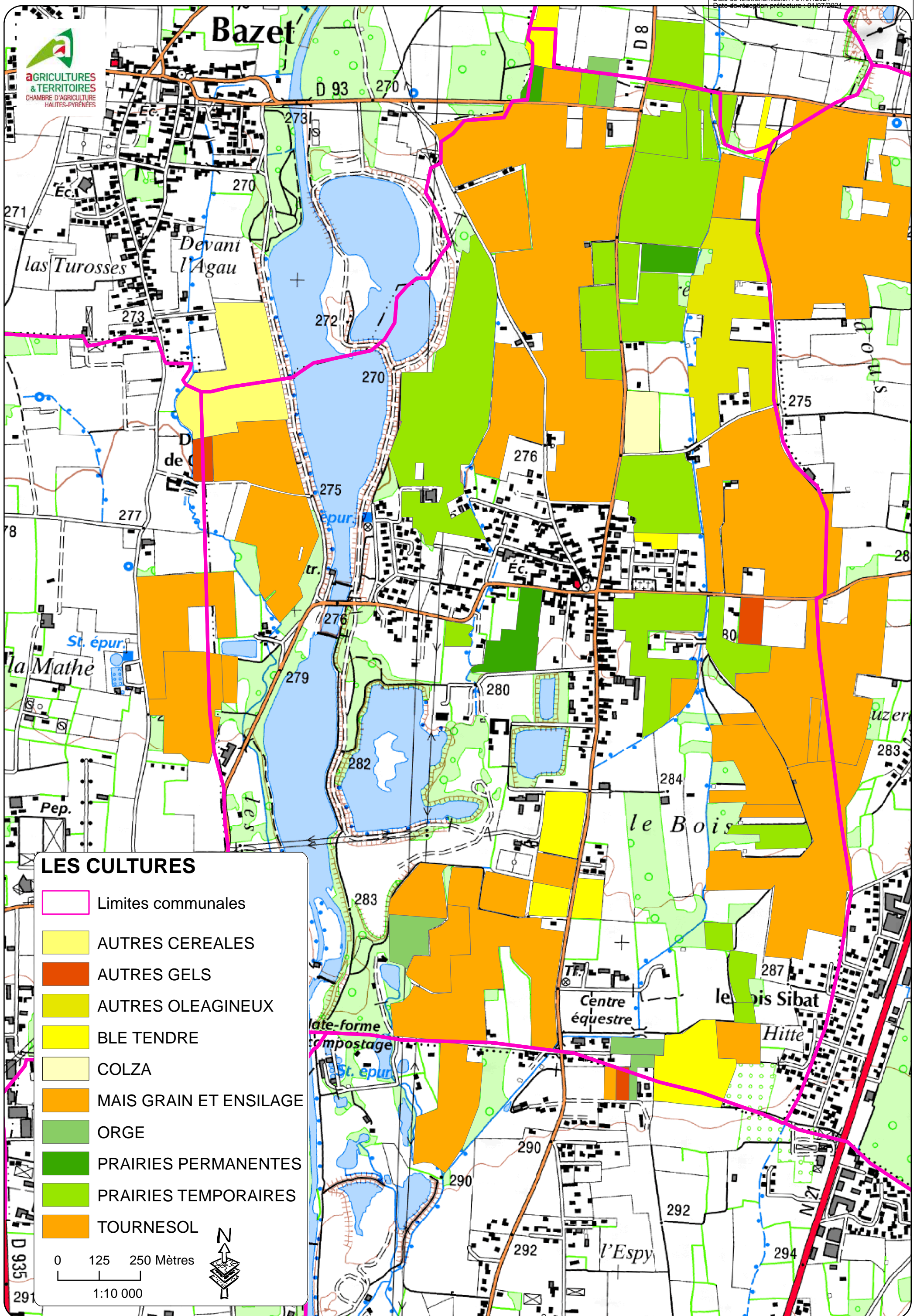






# Carte 8 - Bours : Les cultures

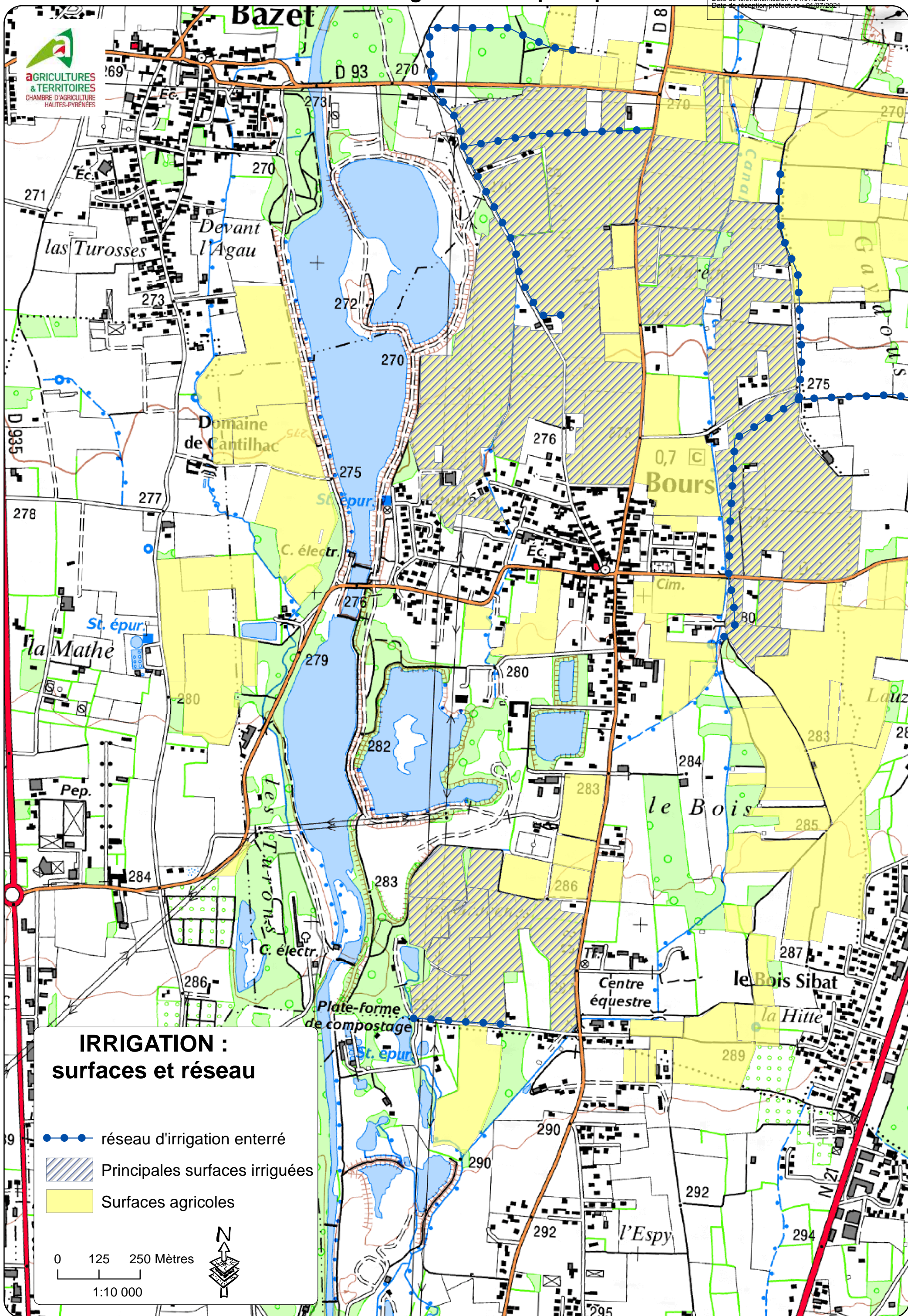
Accusé de réception en préfecture  
065-200069300-20210630-CC30062021\_03a-AU  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



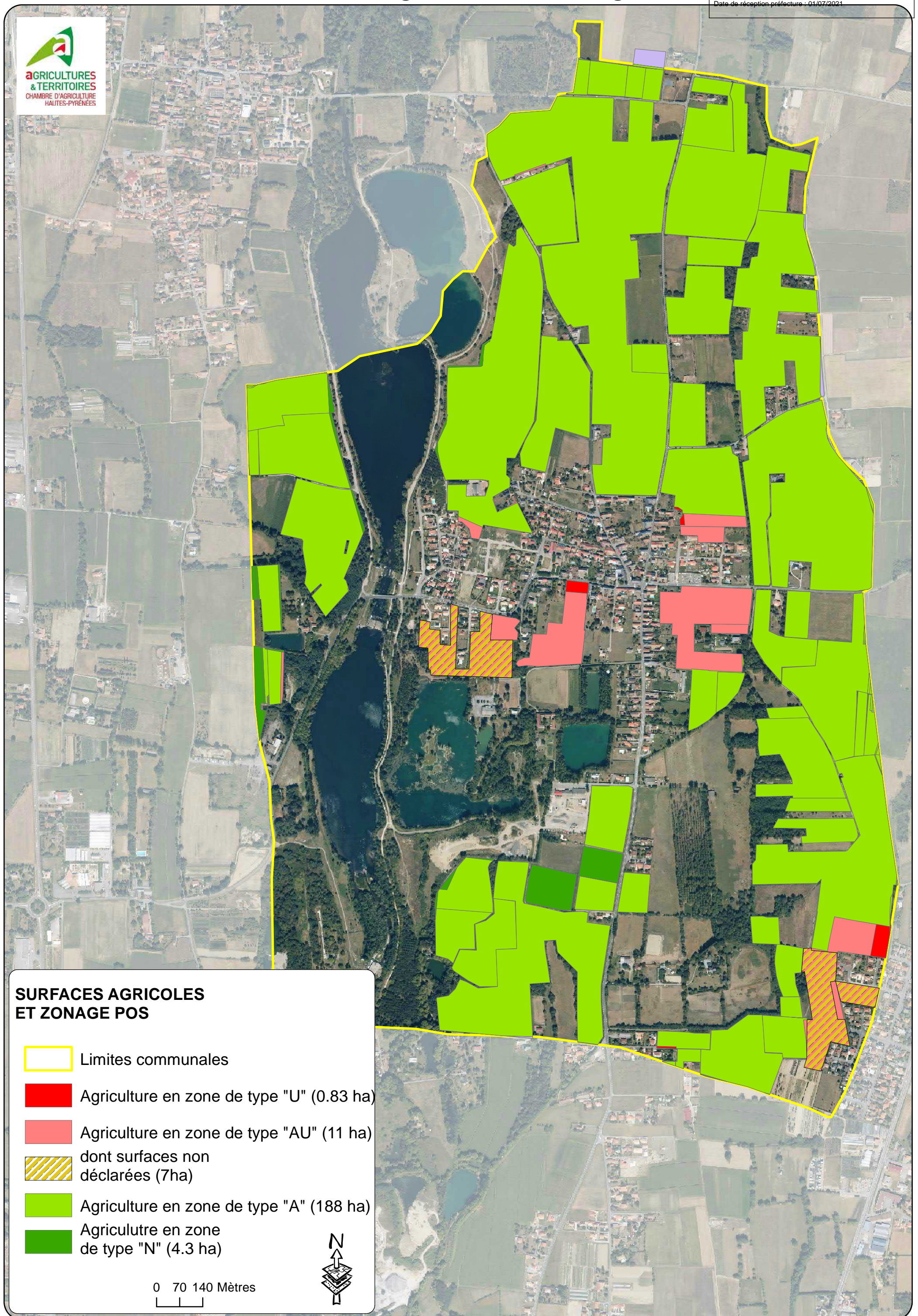


# Carte 9 - Bours : Les réseaux d'irrigation et les principales surfaces deservies

Accusé de réception en préfecture  
Date de réception en préfecture : 01/07/2021  
Date de réception en préfecture : 01/07/2021



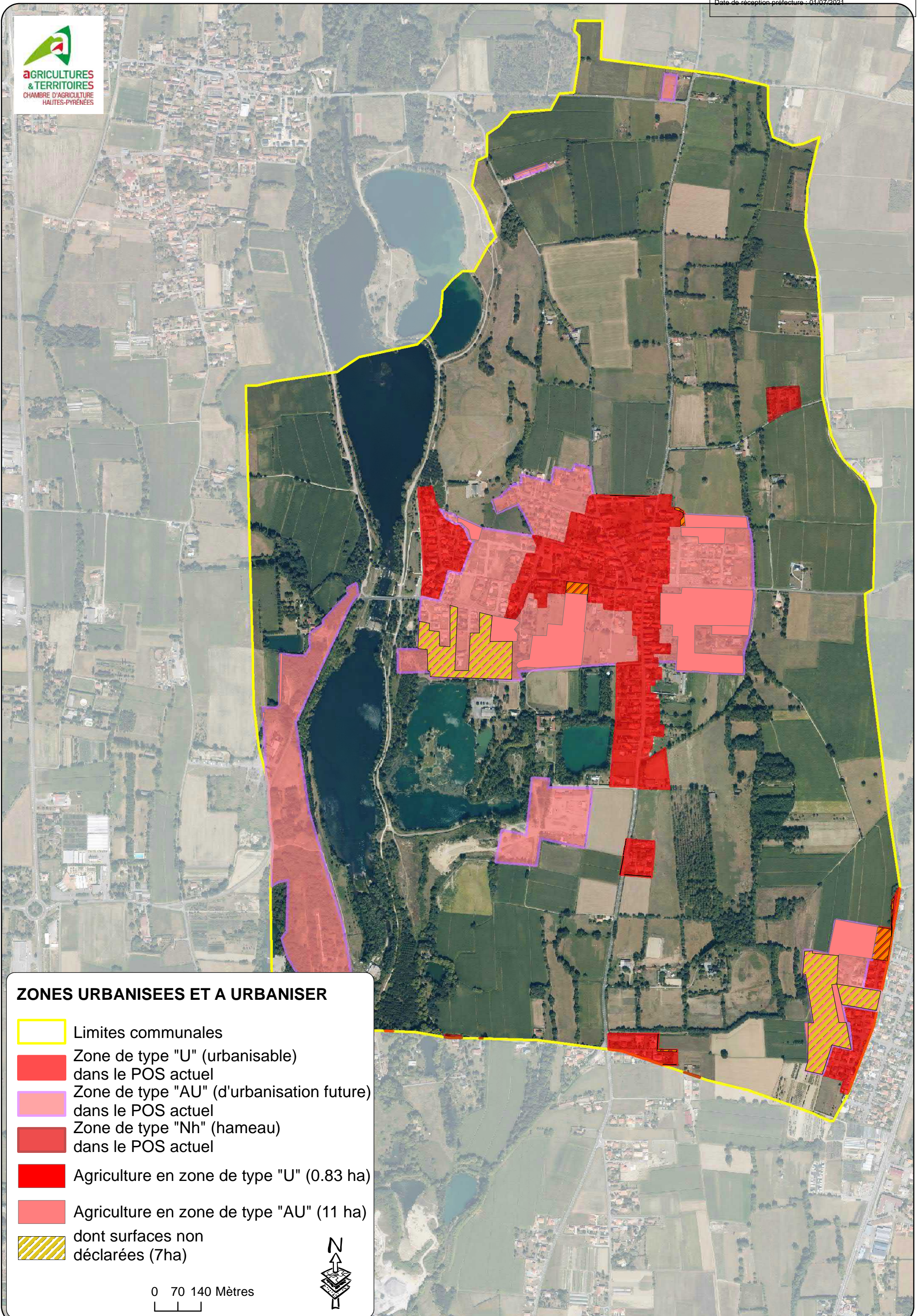












# Carte 11- Bours : Les surfaces agricoles et zones urbanisables dans le POS actuel

Accusé de réception en préfecture  
N° 210399011  
Date de transmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



## ZONES URBANISEES ET A URBANISER

-  Limites communales
-  Zone de type "U" (urbanisable) dans le POS actuel
-  Zone de type "AU" (d'urbanisation future) dans le POS actuel
-  Zone de type "Nh" (hameau) dans le POS actuel
-  Agriculture en zone de type "U" (0.83 ha)
-  Agriculture en zone de type "AU" (11 ha) dont surfaces non déclarées (7ha)

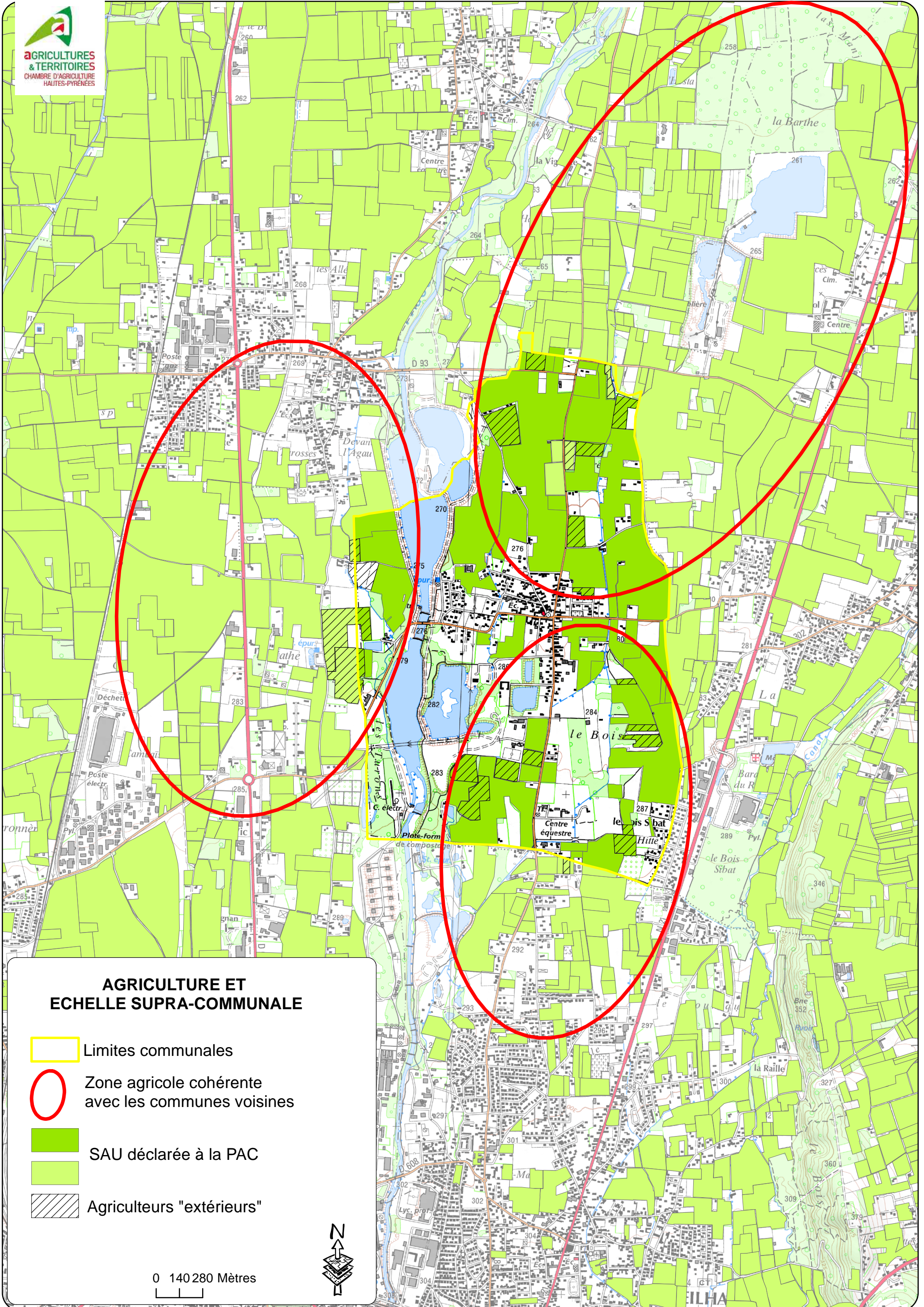
0 70 140 Mètres





# Carte 12- Bours : Cohérence de l'espace agricole sur le territoire communal et à l'échelle supra-communale

0652 en préfecture  
0652 en préfecture  
Date de télétransmission : 01/07/2021  
Date de réception préfecture : 01/07/2021



## AGRICULTURE ET ECHELLE SUPRA-COMMUNALE

- Limites communales
- Zone agricole cohérente avec les communes voisines
- SAU déclarée à la PAC
- Agriculteurs "extérieurs"

0 140 280 Mètres

